

### Questions orales

J'ai donné ma parole à la députée en l'assurant que je consacrerais un mois à étudier cette question et que je l'informerai des résultats à la fin de cette période.

[Français]

**Mme Pauline Picard (Drummond):** Monsieur le Président, en sachant que l'opposition officielle est prête à offrir toute sa collaboration pour faciliter l'adoption d'une loi visant à bannir l'excision, le ministre ne convient-il pas qu'il pourrait économiser temps, énergies et argent en évitant la mise sur pied d'un comité tout à fait inutile?

[Traduction]

**L'hon. Allan Rock (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, au cours de la période que je consacrerai à l'étude de cette question, je veux voir tout d'abord s'il y a déjà eu des enquêtes et des poursuites en vertu de l'article actuel de la loi pour le genre de pratique en cause.

Je veux aussi déterminer s'il est opportun de consacrer des fonds et le temps de la Chambre à l'adoption d'un autre article du code criminel alors que celui-ci renferme déjà des articles interdisant ce geste.

Je veux aussi déterminer s'il existe déjà des lois qui, appliquées adéquatement, nous permettraient d'atteindre l'objectif mentionné par la députée, sans qu'il soit nécessaire d'ajouter au code d'autres dispositions qui pourraient ne pas être essentielles.

\* \* \*

### LES AFFAIRES INDIENNES

**M. Elijah Harper (Churchill):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes.

Plus tôt cette année, six jeunes enfants sont morts dans l'incendie d'une maison à Lynn Lake, au Manitoba. Si on en croit un rapport annuel du Collège des médecins et chirurgiens du Manitoba, les enfants autochtones de la province ont quatre fois plus de chances de mourir que les enfants non autochtones. La proportion est de 11 fois supérieure dans le cas des incendies de maison.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre ce qu'il fait au juste pour corriger ces conditions sociales terribles qui mettent en danger les enfants autochtones, qui les tuent?

**L'hon. Ron Irwin (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, il s'agit d'une question difficile au sujet de l'un des problèmes les plus graves auxquels nous sommes confrontés au Canada.

Il est vraiment regrettable que dans un pays aussi riche que le nôtre, on voie quotidiennement des enfants autochtones périr dans des incendies ou se suicider. On a pu le constater récemment d'un bout à l'autre du pays.

J'ai vu les maisons en question qui sont de vrais nids-à-feu et j'ai pu constater également le manque de débouchés économiques pour la population. Par ailleurs, j'ai rencontré des autochtones chefs d'entreprises florissantes, médecins, avocats, profes-

seurs et dirigeants remarquables, qui m'ont tous dit que nous devrions supprimer le ministère des Affaires indiennes.

C'est pourquoi j'ai demandé aux dirigeants autochtones du Manitoba, aux chefs, de prendre des mesures en ce sens dans la province. Ce sera la première province à démanteler le ministère des Affaires indiennes et j'espère que cela servira de modèle au reste du pays.

Je sais que mon collègue de Churchill donnera l'exemple, car pour reprendre les termes de notre premier ministre, il est temps de rendre sa dignité, son honneur, son indépendance et son autonomie gouvernementale à un peuple qui est assujéti, pas nécessairement physiquement, mais certes moralement, puisqu'il en est réduit à supplier pour obtenir quelque chose en vertu d'une loi qui est désuète et dont il est temps de se débarrasser.

\* \* \*

### LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**M. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Développement des ressources humaines.

Un centre de télécommunications desservant les bénéficiaires des programmes de sécurité du revenu ouvrira ses portes au mois de mai, à Bathurst, au Nouveau-Brunswick. En faisant cette annonce, le gouvernement s'est félicité de s'être embarqué dans l'aventure des télécommunications de pointe, précisant que les 68 personnes qui seraient engagées devraient être bilingues.

Selon un fonctionnaire fédéral de Bathurst, les employés bilingues qui sont déjà là ne parlent bien qu'une langue.

[Français]

Le ministre ne croit-il pas que le centre pourrait mieux servir le public dans les deux langues en embauchant un personnel unilingue, dans les deux langues, et en demandant au public de composer soit le un ou le deux sur leur téléphone afin de recevoir un service plus efficace dans la langue de leur choix.

• (1455)

[Traduction]

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, comme devrait le savoir le député, le vérificateur général a évalué les services que nous offrons dans le cadre du Régime de pensions du Canada et d'autres, et qui représentent un total de quelque sept à huit millions d'appels par an.

Le commentaire qui revient le plus souvent aux oreilles des députés de mon caucus est que les gens aiment avoir une personne en chair et en os à l'autre bout du fil, particulièrement ceux qui vivent dans des régions rurales et qui n'ont pas le privilège, contrairement au député, d'avoir un téléphone à clavier Touch-Tone, et qui doivent encore composer les numéros à l'aide d'un cadran. Nous ne sommes pas tous aussi doués et choyés que le député qui, lui, a accès aux appareils les plus modernes. Peut-être devrions-nous envisager de priver le député de cet avantage